

ZANNETTACCI Nicolas

Sources : Gallica (BnF), Anom (état-civil, registres matricules), Geneanet, Maitron.fr,

Le 4 octobre 1675, 80 Grecs du sud du Péloponnèse, voulant fuir les Turcs, partent pour la Corse.

Une des conditions de leur implantation sur l'île est d'italianiser les patronymes. Ainsi Dragatkis devient Dragacci, Stéphanopoulos Stephanopoli, Zanetakos Zanetacci ...

En 1874, 80 familles de Cargèse ainsi qu'un prêtre uniaste émigrent en Algérie. Une partie s'établit près de Mila et Constantine où ils créent Sidi-Mérouan, " construit à l'identique de Cargèse ".

Le 13 février 1880, à Mila, naissance de sa sœur Angèle Marie

Le 15 décembre 1882, à Sidi Merouan, naissance de son frère Théodore

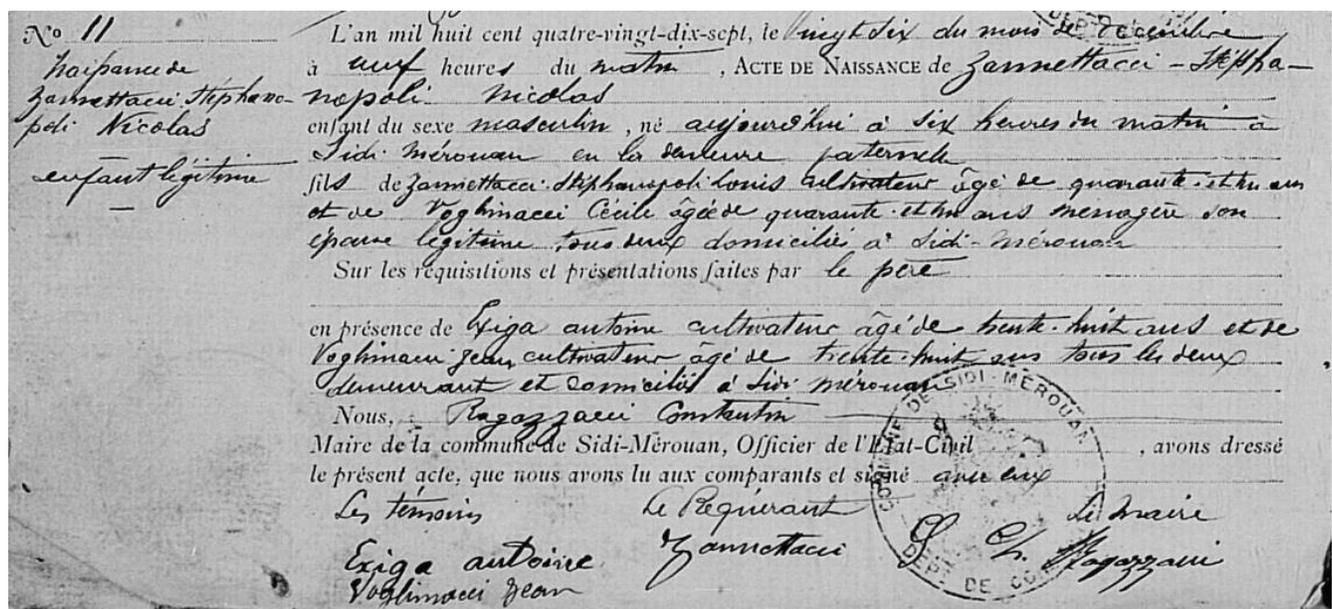
Le 31 décembre 1885, à Sidi Merouan, naissance de sa sœur Hélène

Le 7 mars 1888, à Sidi Merouan, naissance de son frère Jean

En 1892, naissance de son frère Jean

Le 20 octobre 1895, à Sidi Merouan, naissance de sa sœur Marie Gracieuse

Le 26 décembre 1897, à Sidi Merouan, naissance de Nicolas ZANNETTACCI STEPHANOPOLI, fils de Louis, né en 1856 à Cargèse, cultivateur, et de Cécile VOGLIMACCI, née en 1856 à Cargèse, ménagère, mariés le 1^{er} décembre 1878 à Mila

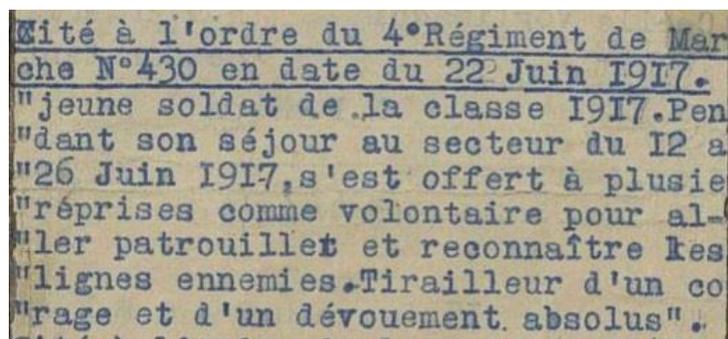


En 1900, son père, ruiné, s'installe comme cantonnier à Galbois-el-Anasser, un village proche de Bordj-Bou-Arréridj en petite Kabylie, où il élève ses sept enfants.

Nicolas fait au village des études primaires jusqu'au certificat d'études.

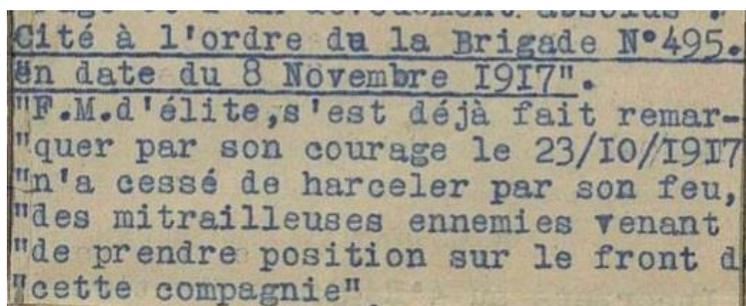
Le 7 janvier 1916, il est incorporé au 4^{ème} Régiment de Tirailleurs

Le 22 juin 1917, il est cité à l'ordre du régiment



Cité à l'ordre du 4^o Régiment de Marche N°430 en date du 22^e Juin 1917.
"jeune soldat de la classe 1917. Pendant son séjour au secteur du I2 a
"26 Juin 1917, s'est offert à plusieurs reprises comme volontaire pour aller patrouiller et reconnaître les lignes ennemies. Tirailleur d'un courage et d'un dévouement absolus".

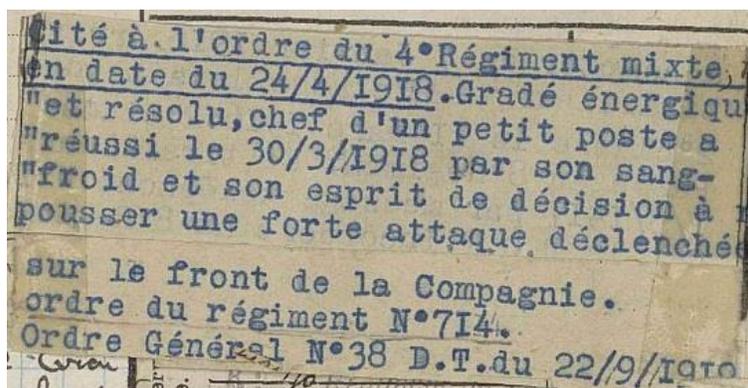
Le 8 novembre 1917, il est cité à l'ordre de la brigade



Cité à l'ordre de la Brigade N°495.
En date du 8 Novembre 1917".
"F.M. d'élite, s'est déjà fait remarquer par son courage le 23/10/1917
"n'a cessé de harceler par son feu, des mitrailleuses ennemies venant de prendre position sur le front de cette compagnie".

Le 19 mars 1918, il est nommé caporal

Le 24 avril 1918, il est cité à l'ordre du régiment



Cité à l'ordre du 4^o Régiment mixte, en date du 24/4/1918. Gradé énergique et résolu, chef d'un petit poste a réussi le 30/3/1918 par son sang-froid et son esprit de décision à pousser une forte attaque déclenchée sur le front de la Compagnie.
ordre du régiment N°714.
Ordre Général N°38 D.T. du 22/9/1910

En 1919, il adhère à la Fédération socialiste SFIO de Constantine puis, comme presque tous les socialistes, passe au Parti communiste.

Il travaille comme charron-forgeron en différents lieux du Constantinois, jusqu'en 1928.

En 1922, il adhère au syndicat des charrons-forgerons.

En 1924, il devient secrétaire du syndicat CGTU de la métallurgie de Constantine.

Le 27 juin 1925, à Constantine, il épouse Alice BALMIGERE, née le 30 octobre 1899 à Constantine, fille de Maria, née en 1864, et de père inconnu

Le 13 octobre 1925, à Aïn Fakroun (Aurès), naissance de son fils Henri.

Aux élections législatives de 1928, il est candidat du Bloc ouvrier et paysan, dénomination communiste, dans la 1^{ère} circonscription de Constantine : il recueille 139 voix sur 12 811 inscrits. (1%)

Ne trouvant plus d'emploi dans la région, il gagne Alger en 1928 où il travaille tant bien que mal jusqu'en 1931 comme ouvrier du bâtiment.

En 1928, à Alger, naissance de son deuxième fils Paul.

En 1929, il devient secrétaire adjoint de l'Union régionale (Algérie) de la CGTU et entre au bureau de la Région communiste.

À la suite de l'arrestation de Paul Sastre et du départ pour Moscou de Boualem, il assume la direction de la CGTU et du PC à Alger.

En juillet 1929, il est à son tour arrêté, inculpé d'atteinte à la sécurité intérieure du territoire (comme à la même époque les dirigeants communistes à Paris) et incarcéré à la prison Barberousse d'Alger jusqu'à la fin mars 1930.

En juin 1930, il est un des rapporteurs au « congrès ouvrier arabe » organisé à Alger par la CGTU et qui réunit quelques dizaines de militants révolutionnaires dans le garage-atelier de René Cazala à Bab-el-Oued.

À nouveau sans travail, il part pour Oran avec sa femme et ses deux enfants : sa femme, qui ne partage pas ses opinions, lui en veut de cette vie sans le sou de révolutionnaire professionnel.

Il s'emploie comme coffreur dans le bâtiment.

En 1931, il est secrétaire de différents syndicats du bâtiment.

Le 23 février 1934, il est nommé sergent de réserve

La même année, il est secrétaire du rayon communiste d'Oran à la place de Marcel Kimoun et Maurice Benaïch, écartés pour ... sectarisme.

Il conduit la bataille politique qui se mène aussi à coups de révolver sur la côte oranaise, contre l'abbé Lambert, maire d'Oran, et le maire de Misserghim.

C'est alors que Lisette Vincent, institutrice dans cette bourgade, le rencontre en compagnie de Lucien Sportisse, autre grande figure du communisme ; elle est étonnée par son dévouement à la cause et son avidité de lectures, non seulement de la presse et des publications d'actualité, mais aussi des « classiques du marxisme » et d'œuvres de littérature française.

Candidat aux élections législatives de mai 1936 dans la 1^{ère} circonscription d'Oran, il recueille 3 200 voix sur 35 687 inscrits. (9%)

La profession de foi de Nicolas Zannettacci, candidat aux élections de mai 1936, le disait nettement : « Nous luttons contre toute annexion présente, *tout maintien d'annexion passée*, et voulons une Algérie libre. Le Colonialisme, voilà l'ennemi ! »

UKASE

Y a-t-il ou non un parti communiste à Oran ? Monsieur le Préfet semble l'ignorer et en fait à sa guise.

C'est ainsi que dimanche dernier, jour de Sainte Jeanne d'Arc, Monsieur Rousselot s'en est allé à Be-deau pour inaugurer un monument aux morts, et cela sans la permission du tsar Nicolas Zannettacci, secrétaire du Parti communiste.

Acte d'indiscipline intolérable !

Nicolas a fait aussitôt convoquer le Comité du Front Populaire et une motion a été votée demandant au camarade Blum de destituer immédiatement ce préfet factieux !

Il est bien dommage que le ridicule ne tue pas, en Algérie. Le communisme y serait déjà bien mort et la besogne du P.P.F. serait sensiblement simplifiée.

L'Oranie populaire du 15 mai 1937

En octobre 1937, il est élu conseiller général d'Oran, cassé, puis réélu.

En décembre 1937, il entre au bureau politique du PCA, à la suite de son 2^{ème} congrès.

En 1938, il est également secrétaire adjoint de l'Union départementale CGT d'Oran.

Le 30 janvier 1939, il fait partie du comité d'accueil de Maurice Thorez à Oran



Journal Officiel du 25 mai 1940 : conformément au décret du 29 novembre 1939, il est relevé de ses fonctions de conseiller prud'homme.

En juillet 1940, il est démobilisé, arrêté et interné dans le Sud algérien au camp de Djenien-Bou-Rezg (sous le nom de Nicolas Zanetti).

Sa femme est malade, clouée au lit : le petit Henri se retrouve chef de famille à 15 ans.

En décembre 1940, Lisette Vincent est révoquée (Le Petit Marocain du 21 décembre 1940)

Au printemps 1941, le communiste espagnol Ramon Fernandez Via, dit Manuel, qui réorganise le PC dans la clandestinité, lui-même évadé du camp, qui pense que la place des dirigeants du PCA est à la tête du Parti, monte l'évasion des deux principaux dirigeants du PCA que sont Amar Ouzegane et Zannettacci ; le dispositif sur place, les faux papiers, les points de chute sont prêts.

Refus d'évasion qu'impose Amar Ouzegane qui suit les directives d'attentisme en détention préconisées par les dirigeants du PCF détenus en Algérie et respectueux de la stratégie soviétique qui est encore de ménagement.

Contrarié, Zannettacci s'évade seul en octobre 1941 ; il est repris quelques jours plus tard et transféré au camp de Bossuet (Dhaya).

Après sa libération, en mars 1943, il retrouve son rôle dirigeant au PCA ; il réorganise la Fédération communiste de Bône (Annaba).

Selon ses déclarations à son biographe, Jean-Luc Einaudi (Un rêve algérien), à sa sortie de prison en 1943, Lisette Vincent, la condamnée à mort du procès des 61 de mars 1942, et Nicolas Zannettacci abritent leur relation amoureuse chez une amie, la seule à être du secret.

A partir de 1944, il est permanent du parti à Alger, il devient rédacteur en chef du journal Liberté, puis rédacteur à Alger Républicain.



Une fille, Annie, naîtra de cette relation en juillet 1944, sous une paternité attribuée à un réfugié hongrois parti sur le front d'Allemagne.

En juin 1944, Lisette Vincent reçoit une lettre d'exclusion du PCA, puis la section de Belcourt est rattachée au Hamma.

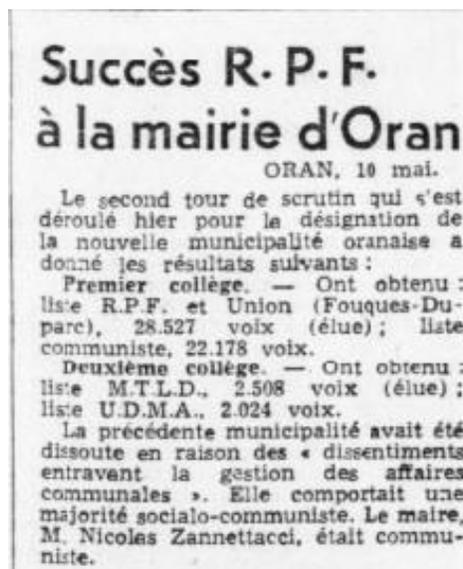
À cette époque, André Marty, secondé par Amar Ouzegane, écarte et sanctionne les communistes qui, en liaison avec les camarades espagnols, ont porté la survie du PCA dans la clandestinité en 1941-1942, appelant à l'indépendance de l'Algérie : Thomas Ibanez est mis à l'écart, Maurice Laban blâmé

...
Zanettacci n'est pas concerné ; il devient membre de l'Assemblée financière auprès du Gouvernement général de l'Algérie en 1945-1947. (La Mekerra du 7 décembre 1945)

Il passe ensuite à la direction de la Fédération communiste d'Oran.

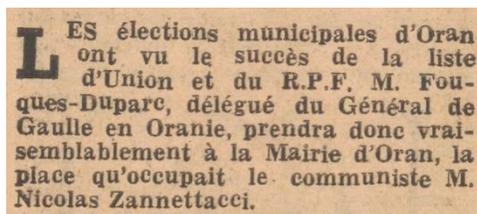
En octobre 1947, il est élu brièvement maire de la ville d'Oran.

En décembre 1947, le Conseil de préfecture du département d'Oran annule les élections municipales pour le 1^{er} collège.



**Succès R. P. F.
à la mairie d'Oran**
ORAN, 10 mai.
Le second tour de scrutin qui s'est déroulé hier pour la désignation de la nouvelle municipalité oranaise a donné les résultats suivants :
Premier collège. — Ont obtenu : liste R.P.F. et Union (Fouques-Duparc), 28.527 voix (élué); liste communiste, 22.178 voix.
Deuxième collège. — Ont obtenu : liste M.T.L.D., 2.508 voix (élué); liste U.D.M.A., 2.024 voix.
La précédente municipalité avait été dissoute en raison des « dissentiments entravant la gestion des affaires communales ». Elle comportait une majorité socialo-communiste. Le maire, M. Nicolas Zannettacci, était communiste.

Paris presse l'intransigeant du 11 mai 1948



LES élections municipales d'Oran ont vu le succès de la liste d'Union et du R.P.F. M. Fouques-Duparc, délégué du Général de Gaulle en Oranie, prendra donc vraisemblablement à la Mairie d'Oran, la place qu'occupait le communiste M. Nicolas Zannettacci.

Juvénal du 15 mai 1948

En mars 1948, son fils Henri entre à son tour comme journaliste à Alger-Républicain, chargé d'abord de la rubrique régionale, puis à la rubrique sportive qui le lundi tire sur quatre pages (il signe ses articles Pierre Guiral).

En 1955-1956, il participe à l'action clandestine du PCA, notamment au transport des armes enlevées par l'aspirant Maillot pour fournir le maquis communiste de l'Ouarsenis près d'Orléansville.

« Petit (1.63 m) mais solide comme un roc, toujours rasé de frais et impeccablement vêtu, il est né ... en 1897, dans un petit village du Constantinois, près de Bordj-bou-Arréridj. Ses ancêtres, les Zannettacci Stephanopoulos de Comnène font remonter leurs origines à la famille impériale de Byzance dont certains membres trouvèrent refuge dans l' « île de Beauté ». En dépit de ce prestigieux lignage, Nicolas a modestement commencé par exercer le métier de charron dans son village.

...
Transplanté à Oran, il s'embauche comme ouvrier du bâtiment ...
Il adhère au Parti communiste, connaît la prison et les camps. (de 1939 à 1943)
Membre du Comité central, puis secrétaire du PCA, il est élu délégué des Assemblées financières, conseiller général en 1937 et maire d'Oran en 1946.

...
Entre deux élections ou deux « permanences », il est tour à tour maçon, coiffeur, carreleur, chauffeur de taxi, charcutier, représentant de commerce, agriculteur, documentaliste ...
Aussi à l'aise la truelle à la main, derrière un comptoir ou un volant de voiture que lorsque, de son bureau cossu de la mairie, il dirige la vie d'Oran

...
Il dirige durant un temps « l'équipe de jour » d'Alger républicain ». de 1950 à 1955 ...

...
Il écrit vite, dans un style clair, plein d'humour, populaire mais sans vulgarité. » Source La grande aventure d'Alger républicain de Boualem Khalfa, Henri Alleg et Abdelhamid Benzine 1987

Fin 1956, il est expulsé en France.

En juillet 1962, rentré en Algérie à l'indépendance, il contribue à la reparation d'Alger Républicain, jusqu'en 1965.



Le 23 juillet 1962

« Avenue Pasteur, à l'Hôtel Albert I^{er}, Henri Alleg et Abdelhamid Benzine s'installent dans une petite suite - deux pièces, salle de bain - pour pouvoir se mettre au travail. Deux fenêtres donnent sur la rue. Nous étions quatre journalistes. L'un d'entre eux, Nicolas Zannettacci, était assis, le dos face à l'une des fenêtres. J'avais reçu des avertissements. Je savais qu'il fallait se montrer prudent. Je lui dis : Nicolas, éloigne-toi de la fenêtre, ne reste pas là.

Pourquoi ?

Fais-moi plaisir ...

Il se déplace. Une demi-heure plus tard : crépitement de mitraillettes, volets percés, des balles sifflent, traversent les vitres et se figent dans le mur ... »

Il obtient la nationalité algérienne. Il exerce différentes fonctions de gestion économique ou administrative.

Arrêté en 1968, il quitte l'Algérie pour la France.

Le 15 octobre 1986, à Marseille, décès

Le 5 août 1994, à Fleury-Mérogis, décès de son fils Henri

Le 14 mars 1996, à Montpellier, décès de son épouse